

Sur la proposition du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement;  
Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'annexe I à l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 septembre 1990 établissant une première liste portant attribution à la Société flamande terrienne et à la Société flamande du Logement des biens immobiliers de la Société nationale terrienne transférés à la Région flamande, la mention "12032 A 0170C5 02758 Bouwland Hoogveld 4800" est insérée, sous la rubrique "12032 Puurs 2e afdeling/Ruisbroek", entre la mention "12032 A 0150A 02758 Hooiland Kleinbroeck 11349" et "12032 A 0170G4 02758 Bouwland Hoogveld 16507".

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 21 mai 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,  
L. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 1251

[C - 97/27325]

#### 5 JUIN 1997. — Décret relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1° maison de repos : l'établissement destiné à l'hébergement de personnes âgées de soixante ans au moins qui y ont leur résidence habituelle et y bénéficient de services collectifs familiaux, ménagers, d'aide à la vie journalière et, s'il y a lieu, de soins infirmiers ou paramédicaux;

2° résidence-services : un ou plusieurs bâtiments quelle qu'en soit la dénomination, constituant un ensemble fonctionnel et comprenant des logements particuliers destinés aux personnes âgées de soixante ans au moins, leur permettant de mener une vie indépendante et disposant obligatoirement de services auxquels elles peuvent faire librement appel; les locaux, équipements et services collectifs de la résidence-services peuvent également être accessibles à d'autres personnes âgées de soixante ans au moins;

3° centre d'accueil de jour : centre situé au sein d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins ou en liaison avec elle, où sont accueillies, pendant la journée, des personnes âgées de soixante ans au moins en perte d'autonomie, qui y bénéficient de soins familiaux et ménagers et, au besoin, d'une prise en charge thérapeutique et sociale;

4° résident : la personne âgée visée aux 1°, 2° et 3° ainsi que toute personne de moins de soixante ans qui séjourne ou est accueillie à titre exceptionnel dans la maison de repos, la résidence-services ou le centre d'accueil de jour;

5° gestionnaire : la personne physique ou morale exploitant une maison de repos, une résidence-services, ou un centre d'accueil de jour pour personnes âgées;

6° directeur : la ou les personnes physiques désignées par le gestionnaire pour assurer la gestion journalière de la maison de repos ou de la résidence-services;

7° représentant :

— le représentant légal ou judiciaire du résident;

— le mandataire désigné par le résident à l'exception de toute personne qui exerce une activité dans la maison de repos ou qui prend part à sa gestion, ou qui est soumise à l'autorité du gestionnaire. Cette restriction ne s'applique pas au parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus;

— au besoin ou à défaut, un représentant du centre public d'aide sociale compétent à l'exception de toute personne qui exerce une activité dans la maison de repos ou qui prend part à sa gestion;

8° projet de vie : l'ensemble des actions et des mesures destinées à assurer l'intégration sociale des résidents, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la maison de repos.

(1) Session 1996-1997 :

Documents du Conseil n° 213 (1996-1997) n°s 1 à 30.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 29 mai 1997. Discussion. — Vote.

**Art. 3.** Le Gouvernement définit les règles selon lesquelles les maisons de repos, les résidences-services et les centres d'accueil de jour assurent une information sur la nature du service rendu et sur la publicité qu'ils diffusent.

CHAPITRE II. — *De la programmation*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe le programme d'implantation et de capacité des maisons de repos et des centres d'accueil de jour.

En outre, le Gouvernement peut fixer le programme d'implantation et de capacité des résidences-services.

Le Gouvernement procède à une actualisation de ces programmes tous les deux ans.

Ce programme tient compte de la répartition géographique des établissements, du nombre et des besoins spécifiques des personnes âgées dans l'arrondissement concerné, des dispositions fédérales en matière de financement des soins en maisons de repos; il respecte un équilibre entre les établissements relevant du secteur public, ceux relevant du secteur privé sans but lucratif et ceux relevant du secteur commercial.

§ 2. Tout projet d'ouverture d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour, d'extension de ceux-ci ou de réouverture après une interruption d'exploitation est soumis à l'accord de principe du Gouvernement. Lorsqu'il est saisi d'une demande d'accord de principe, le Gouvernement vérifie si le projet est compatible avec le programme visé au § 1<sup>er</sup>.

N'est pas considéré comme une interruption d'exploitation le seul changement de gestionnaire d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour.

La demande d'accord de principe est introduite auprès du Gouvernement par le gestionnaire.

Le Gouvernement fixe la composition du dossier.

Celui-ci comporte en tout cas un descriptif de la situation démographique de la commune et de l'arrondissement concernés, la description des infrastructures et aménagements projetés.

L'accord de principe accordé par le Gouvernement perd ses effets si l'agrément n'est pas accordé dans un délai de trois ans.

Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction des demandes et d'octroi de l'accord de principe ainsi que les délais de décision.

Un recours contre les décisions concernant l'accord de principe peut être exercé auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il fixe.

CHAPITRE III. — *De l'agrément et de l'autorisation provisoire de fonctionnement*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Une maison de repos, une résidence-services et un centre d'accueil de jour ne peuvent être exploités sans être agréés.

Toutefois, une maison de repos, une résidence-services et un centre d'accueil de jour peuvent être exploités sans être agréés si, une demande d'agrément ayant été introduite, ils bénéficient d'une autorisation provisoire de fonctionnement.

§ 2. Le Gouvernement agréé les maisons de repos qui répondent ou, si certaines normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, s'engagent à répondre aux normes définies par le Gouvernement et qui concernent :

- 1° les services couverts par le prix d'hébergement ou d'accueil;
- 2° les modalités d'adaptation du prix d'hébergement ou d'accueil;
- 3° la comptabilité;
- 4° les capacités minimales et maximales d'hébergement ou d'accueil;
- 5° le bâtiment, particulièrement les normes de protection contre l'incendie en ce qu'elles complètent et adaptent les normes édictées au niveau fédéral;
- 6° la nourriture, l'hygiène et les soins de santé;
- 7° le nombre, la compétence, la qualification, les modalités d'engagement, la présence effective et la moralité des personnes exerçant leurs activités dans la maison de repos;
- 8° les conditions d'expérience et de qualification, ainsi que les exigences minimales d'activité et de présence requises pour exercer la fonction de directeur;
- 9° le règlement d'ordre intérieur respectant les principes suivants :
  - a) le respect de la vie privée des résidents ainsi que de leurs convictions idéologiques, philosophiques et religieuses;
  - b) le libre choix des médecins;
  - c) le libre accès de la maison de repos à la famille, aux amis, aux ministres des différents cultes et aux conseillers laïques demandés par les résidents ou à défaut par leur représentant;
  - d) la plus grande liberté possible de sortie.

Le Gouvernement définit la liste des dispositions minimales du règlement d'ordre intérieur.

En outre, le Gouvernement est habilité à préciser le contenu des dispositions assurant la protection minimale des résidents en référence aux principes énoncés aux lettres a) à d) du précédent alinéa;

10° la convention d'hébergement entre le gestionnaire et le résident ou son représentant respectant les principes suivants :

- a) la sécurité du résident quant à la qualité des services et de l'hébergement;
- b) la sécurité du résident quant aux prix de l'hébergement et des services, notamment quant aux prix journalier ou mensuel de l'hébergement, les services qu'il couvre ainsi que les modalités de son adaptation et le montant de la garantie éventuelle déposée et son affectation;
- c) la protection du résident quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées au gestionnaire, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;
- d) la sécurité du résident quant à la durée de la convention, les conditions et les délais de résiliation.

Le Gouvernement définit la liste des dispositions minimales que doit régler la convention. En outre, le Gouvernement est habilité à préciser le contenu des dispositions assurant la protection et la sécurité minimale des résidents en référence aux principes énoncés aux lettres a) à d) du précédent alinéa. Le Gouvernement définit également les dispositions spécifiques relatives à l'accueil de court séjour. La durée du court séjour ne peut excéder une durée de six mois.

§ 3. Le Gouvernement arrête les normes spécifiques concernant l'accueil et l'hébergement en maison de repos des personnes âgées désorientées.

§ 4. Le Gouvernement arrête les normes d'agrément complémentaires auxquelles doit répondre une maison de repos implantée sur plusieurs sites, gérée par un même pouvoir organisateur et par un même directeur et qui souhaite bénéficier d'un agrément unique.

Ces normes portent sur l'éloignement maximum des sites, les capacités minimales et maximales de chaque implantation et le personnel y affecté.

§ 5. Le Gouvernement agréé les résidences-services dont les logements individuels comportent au moins une salle de séjour, un espace cuisine, une chambre à coucher, une salle de bains et une toilette privés, adaptés et séparés. Les superficies minimales sont fixées par le Gouvernement.

En outre, les résidences-services doivent répondre ou, si certaines normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, doivent s'engager à répondre aux normes définies par le Gouvernement et qui concernent les matières visées aux 1° à 8° du § 2 ainsi que :

1° le règlement d'ordre intérieur respectant les principes visés au § 2, 9°, la liste des dispositions et leurs précisions éventuelles arrêtées par le Gouvernement;

2° la convention entre le gestionnaire et le résident respectant les principes visés au § 2, 10°, la liste des dispositions et leurs précisions éventuelles arrêtées par le Gouvernement;

3° les modalités selon lesquelles une permanence est assurée permettant d'intervenir auprès des résidents en cas de nécessité;

4° les services facultatifs que le gestionnaire doit obligatoirement organiser ou rendre disponibles à la demande des résidents et les conditions de leur accès. Le Gouvernement définit le contenu minimal de ces divers services;

5° les modalités de liaison fonctionnelle avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins ainsi que tout autre service ou établissement.

§ 6. Le Gouvernement agréé les centres d'accueil de jour qui répondent ou, si certaines normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, s'engagent à répondre aux normes définies par le Gouvernement et qui concernent les matières visées aux 1° à 7°, du § 2; les modalités de liaison à établir avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins, ainsi que :

1° le règlement d'ordre intérieur respectant les principes visés au § 2, 9°, la liste des dispositions et leurs précisions éventuelles arrêtées par le Gouvernement;

2° la convention d'accueil entre le gestionnaire et le résident respectant les principes visés au § 2, 10°, la liste des dispositions et leurs précisions éventuelles arrêtées par le Gouvernement.

Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement définit les conditions selon lesquelles une subvention forfaitaire journalière par personne accueillie est accordée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement des centres.

**Art. 6.** La demande d'agrément est introduite par lettre recommandée auprès du Gouvernement par le gestionnaire.

Le Gouvernement fixe les conditions de recevabilité, la composition du dossier et la procédure de la demande d'agrément.

L'agrément est accordé par le Gouvernement, sur proposition du fonctionnaire délégué par le Gouvernement, pour un terme de six ans ou pour une durée indéterminée.

L'agrément fixe le nombre de lits agréés par maison de repos, le nombre de logements par résidence-services et le nombre de places d'accueil agréées par centre d'accueil de jour.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément ainsi que les délais de décision.

Le fonctionnaire délégué instruit le dossier et, au besoin, entend les personnes intéressées.

Un recours contre la décision de refus, de suspension, de non-renouvellement ou de retrait d'agrément peut être exercé auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il fixe. Ce recours n'est pas suspensif.

Le refus, le non-renouvellement ou le retrait d'agrément entraîne la fermeture de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour.

La suspension d'agrément comporte l'interdiction d'accueillir de nouveaux résidents.

**Art. 7.** Le Gouvernement octroie, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe, une autorisation provisoire de fonctionnement à une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour, qui a introduit une demande d'agrément recevable ou de renouvellement d'agrément recevable. Les conditions porteront notamment sur les normes de capacité d'hébergement et d'accueil, de protection contre l'incendie, de nombre et de présence effective du personnel, de nourriture, d'hygiène et de soins de santé, de règlement d'ordre intérieur et de convention d'hébergement ou d'accueil, fixées par le Gouvernement.

L'autorisation provisoire a une durée de validité maximale d'un an. Elle peut être prolongée si des travaux de sécurité le justifient et si leur réalisation est programmée.

Si, au terme du délai fixé, aucun refus d'agrément ou aucun retrait de l'autorisation provisoire de fonctionnement n'est intervenu, l'agrément est accordé.

Est considérée comme recevable la demande d'agrément qui a été introduite dans les formes prévues prescrites et dont le dossier répond à la composition déterminée par le Gouvernement.

**Art. 8.** Toutes les décisions relatives à l'octroi d'agrément ou d'autorisation provisoire de fonctionnement, au refus, à la suspension, au non-renouvellement, ou au retrait d'agrément, au refus ou au retrait d'autorisation provisoire de fonctionnement, sont communiquées par le Gouvernement au bourgmestre et au président du centre public d'aide sociale qui en informe le conseil de l'aide sociale.

Le bourgmestre tient un registre des maisons de repos, des résidences-services et des centres d'accueil de jour établis sur le territoire de sa commune.

**Art. 9.** La mention de l'agrément ou de l'autorisation provisoire de fonctionnement doit figurer sur tous les actes et autres documents émanant de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour.

L'agrément ou l'autorisation provisoire de fonctionnement doit également faire l'objet d'un affichage apparent à l'extérieur et à l'intérieur de l'établissement.

Toutes les décisions relatives à l'octroi d'agrément ou d'autorisation provisoire de fonctionnement, au refus, à la suspension ou au retrait d'agrément, au refus ou au retrait d'autorisation provisoire de fonctionnement, sont communiquées aux résidents ou à leurs représentants par le gestionnaire.

**Art. 10.** En cas de refus d'agrément ou de constat du non-respect des conditions d'octroi de l'autorisation provisoire de fonctionnement ou des dispositions fixées en vertu du présent décret, au cours de la période pendant laquelle la demande d'agrément est examinée, l'autorisation provisoire de fonctionnement est retirée.

Un recours contre le retrait d'autorisation provisoire de fonctionnement peut être exercé auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il fixe. Le recours n'est pas suspensif.

**Art. 11.** Le Gouvernement peut assortir sa décision de refus, de non-renouvellement ou de retrait d'agrément d'une interdiction pour le gestionnaire d'introduire, pendant un délai d'un an à dater de sa décision, une demande d'accord de principe ou une demande d'agrément pour l'exploitation d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour.

**Art. 12.** En cas de changement de gestionnaire, l'agrément d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour est maintenu pour autant que les conditions d'agrément restent remplies.

Tout changement de gestionnaire doit être communiqué au Gouvernement au plus tard dans le mois de la cession de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour.

**Art. 13.** L'agrément peut être retiré par le Gouvernement pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu du présent décret.

Toute entrave à l'exécution des missions de surveillance des fonctionnaires par le gestionnaire des maisons de repos, des résidences-services et des centres d'accueil de jour ou par toute personne agissant en son nom peut entraîner le refus, la suspension ou le retrait d'agrément, le refus ou le retrait de l'autorisation provisoire de fonctionnement.

La décision du Gouvernement est prise après l'audition du gestionnaire ou après qu'il ait été invité à présenter sa défense devant le fonctionnaire délégué qui en dresse procès-verbal.

#### CHAPITRE IV. — *Des rapports entre le gestionnaire et les résidents*

**Art. 14.** Le règlement d'ordre intérieur définissant les droits et devoirs des résidents et du gestionnaire et répondant aux conditions de l'article 5 est remis aux résidents ou à leurs représentants avant la signature de la convention d'hébergement ou d'accueil ou l'entrée des résidents dans la maison de repos, la résidence-services ou le centre d'accueil de jour.

**Art. 15.** Un exemplaire de la convention conclue entre le gestionnaire de la maison de repos, de la résidence-services, ou du centre d'accueil de jour, et le résident ou son représentant est remis au résident et à son représentant, un autre est joint au dossier individuel visé à l'article 16.

**Art. 16.** Un dossier individuel est établi lors de l'admission de chaque résident. Il doit être mis à jour en permanence sur base des informations communiquées et être accessible au résident, à son représentant et aux fonctionnaires chargés de la surveillance, y compris en l'absence du gestionnaire ou de son représentant et du directeur.

Le dossier individuel reprend les données d'identité du résident, de son représentant, des personnes et des services auxquels le gestionnaire doit recourir au besoin.

Le Gouvernement définit la liste minimale des informations que doit contenir le dossier individuel.

**Art. 17.** Chaque maison de repos organise des activités d'animation et adopte un projet de vie qui répond aux besoins des résidents afin de leur assurer un bien-être optimal et de maintenir leur autonomie.

**Art. 18.** Un conseil des résidents est créé à la demande écrite de quatre résidents ou de leurs représentants. Il donne des avis concernant l'organisation des services et l'animation de la maison de repos.

#### CHAPITRE V. — *Du contrôle des maisons de repos, des résidences-services et des centres d'accueil de jour*

**Art. 19.** Toute personne intéressée peut adresser au bourgmestre une plainte écrite ou orale relative au fonctionnement d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour.

Toute plainte visée à l'alinéa 1er fait l'objet d'un accusé de réception envoyé dans les huit jours.

Sans préjudice des dispositions de l'article 29 du livre Ier du Code d'instruction criminelle, le bourgmestre en informe sans délai :

1° le Gouvernement;

2° le gestionnaire de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour.

Lorsqu'une médiation s'avère possible, le bourgmestre peut agir en conciliation et formuler les recommandations qui lui semblent de nature à apporter une solution aux difficultés de fonctionnement.

Le bourgmestre ou le fonctionnaire qu'il délègue peut visiter la maison de repos, la résidence-services ou le centre d'accueil de jour.

En cas de visite de locaux constitutifs d'un domicile et à défaut de l'accord de l'occupant, il requiert l'autorisation du juge du tribunal de police ou de son suppléant.

Le bourgmestre adresse au Gouvernement un rapport sur les informations qu'il a pu recueillir.

Le gestionnaire de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour informe sans délai le bourgmestre et le Gouvernement des suites réservées à la plainte.

Le Gouvernement informe le plaignant et le gestionnaire de la suite réservée à la plainte.

**Art. 20.** Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent décret ainsi que des règles fixées par l'autorité fédérale en vue d'assurer la protection des personnes âgées.

Ces fonctionnaires sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Ces fonctionnaires sont tenus de prêter, devant le juge de paix de leur domicile, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Ils peuvent dans l'exercice de leurs missions :

1° procéder à tout examen, contrôle, enquête et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaire, notamment :

a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;

2° dresser des procès-verbaux de constatation qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est notifiée dans les quinze jours de la constatation des faits aux gestionnaires et à l'auteur des faits.

En cas de visite dans des locaux constitutifs d'un domicile et à défaut de l'accord de l'occupant, sauf en cas d'extrême urgence lorsque l'assistance de la personne âgée en danger le requiert, les fonctionnaires visés ci-avant n'ont accès à ces locaux qu'en vertu d'une autorisation du juge du tribunal de police ou de son suppléant.

Le fonctionnaire délégué pourra fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois. Il en informe le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application des articles 269 à 281 du Code pénal, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement les personnes qui gèrent une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour, soit sans avoir obtenu l'agrément ou l'autorisation provisoire de fonctionnement, soit en contravention avec une décision de refus, de retrait d'agrément ou de fermeture, soit en accueillant de nouveaux résidents malgré une décision de suspension, soit en cas de non-respect caractérisé des conditions d'agrément en portant atteinte gravement à la protection, à la sécurité ou à la santé des personnes âgées ou qui mentionnent indûment l'agrément ou l'autorisation provisoire de fonctionnement.

§ 2. Les cours et tribunaux pourront interdire aux condamnés de gérer une maison de repos soit eux-mêmes, soit par personne interposée. Cette interdiction ne peut excéder dix ans.

§ 3. Sans préjudice de l'application des peines prévues au Code pénal, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 2 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour ou une société, un service ou une institution gérant une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour :

— gère de façon non individualisée les comptes des résidents;

— par ruse, contrainte, menace, fausse promesse ou en profitant de l'état de faiblesse ou de maladie, se sera fait remettre des biens appartenant à un résident dans une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour;

— administre les fonds ou biens des résidents, sauf dans le respect des conditions éventuellement prévues par la convention, visée à l'article 5 du présent décret;

2° celui qui impose comme condition préalable à l'accueil ou au séjour dans une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour, le paiement d'une caution, ou d'une garantie, autre que celle autorisée par le Gouvernement.

**Art. 22.** Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement peut décider d'urgence la fermeture d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour lorsque, soit :

1° un manquement grave aux règles fixées par ou en vertu du présent décret occasionnant une violation importante des droits des résidents est constaté;

2° ils fonctionnent sans avoir obtenu un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement;

3° des motifs urgents relatifs à la santé publique ou à la sécurité le justifient.

Dans ce dernier cas, la fermeture n'est que temporaire si les circonstances qui ont justifié la fermeture ne sont plus réunies.

Le Gouvernement fixe les règles selon lesquelles un recours peut être exercé contre la décision de fermeture. Ce recours n'est pas suspensif.

**Art. 23.** Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture des maisons de repos, des résidences-services et des centres d'accueil de jour.

Il veille à l'application de toutes les mesures nécessaires à cet effet.

A cette fin, il peut procéder à l'évacuation des résidents et requérir le centre public d'aide sociale pour assurer l'accueil et l'hébergement urgents de ceux-ci.

#### CHAPITRE VI. — *Du Conseil wallon du troisième âge*

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Conseil wallon du troisième âge, ci-après dénommé le Conseil.

Le Gouvernement consulte le Conseil avant de prendre les décisions suivantes :

1° le programme visé à l'article 4 des maisons de repos, des résidences-services, des centres d'accueil de jour, et des nouvelles infrastructures en faveur des personnes âgées et son actualisation;

2° les arrêtés d'exécution et les dispositions générales d'application du présent décret;

3° les refus, les suspensions et retraits d'agrément, les décisions de fermeture, sauf les décisions visées à l'article 22;

4° les accords de principe.

A son initiative ou à la demande du Gouvernement, il donne son avis sur :

1° les orientations d'une politique régionale du troisième âge et les modalités pratiques de sa mise en œuvre;

2° les programmes d'études et d'évaluation des services régionaux en faveur des personnes âgées qui doivent permettre d'orienter le développement de nouvelles activités;

3° le suivi global des plaintes concernant les maisons de repos, les résidences-services et les centres d'accueil de jour. A cet effet, il dresse un rapport annuel sur les plaintes pour le 31 mars de l'année suivante au plus tard.

Le Gouvernement ou le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions peuvent également requérir un avis du Conseil sur les propositions de décisions relatives à une demande d'agrément ou d'autorisation provisoire ainsi que de retrait de l'autorisation provisoire d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour.

Le Conseil est informé des dossiers d'autorisation provisoire de fonctionnement, d'agrément, de renouvellement d'agrément et de prolongation ou de retrait d'autorisation provisoire de fonctionnement. Il peut évoquer ces dossiers.

§ 2. Le Conseil transmet ses avis dans un délai de deux mois, sauf dans les cas visés à l'alinéa 4 du § 1er du présent article pour lesquels il transmet ses avis dans un délai d'un mois. A défaut, la procédure est poursuivie.

Pour remplir ses missions, le Conseil peut constituer des commissions chargées de lui faire rapport sur les différentes matières relevant de ses compétences et faire appel à des experts.

**Art. 25.** § 1er. Le Conseil est composé :

1° d'un président;

2° de vingt membres dont deux vice-présidents répartis comme suit :

a) six membres choisis en raison de leur connaissance de la politique du troisième âge ou de leur action sociale, médicale ou culturelle en faveur des personnes âgées, dont un représente une organisation de défense des intérêts des résidents et dont deux représentent les organisations représentatives des travailleurs du secteur, à l'exclusion de tout gestionnaire ou directeur d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour;

b) cinq membres choisis sur des listes doubles présentées par les organisations représentatives des personnes âgées;

c) trois membres choisis sur des listes doubles présentées par les organisations mutualistes;

d) trois représentants des gestionnaires de maisons de repos, de résidences-services et de centres d'accueil de jour et, d'autre part, trois représentants des directeurs de ceux-ci choisis sur des listes doubles présentées par les organisations représentatives des gestionnaires ou des directeurs de maisons de repos.

§ 2. Participent aux réunions du Conseil avec voix consultative :

1° deux représentants du Gouvernement;

2° un représentant de l'administration.

§ 3. Le président, les vice-présidents et les membres du Conseil visés au § 1er, 1° et 2°, sont nommés par le Gouvernement pour un terme de quatre ans renouvelable. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

Les membres effectifs ou suppléants venant à perdre la qualité de mandataire de l'organisation qui les a présentés sont remplacés automatiquement à la demande de cette organisation pour la durée du mandat restant à courir.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Il est constitué au sein du Conseil un bureau chargé de l'organisation, de la préparation, de l'exécution et de la coordination des travaux ainsi que des missions qui lui sont déléguées par le Conseil.

Le bureau prépare les réunions du Conseil et veille à la transmission immédiate au Gouvernement des propositions ou avis adoptés par le Conseil.

§ 2. Le bureau se compose du président, des deux vice-présidents et de deux membres désignés par le Gouvernement. Les représentants du Gouvernement assistent aux réunions du bureau avec voix consultative.

§ 3. Le Gouvernement organise le secrétariat du Conseil et du bureau.

**Art. 27.** Le Gouvernement arrête le règlement d'ordre intérieur sur proposition du Conseil.

**Art. 28.** Avant le 31 mars de chaque année, le Conseil adresse au Conseil régional wallon et au Gouvernement un rapport sur ses activités de l'année civile écoulée.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

**Art. 29.** Sont abrogés :

1° le décret du Conseil de la Communauté française du 2 décembre 1982 créant un Conseil consultatif du troisième âge pour la Communauté française;

2° le décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, modifié par les décrets des 27 mars 1985, 20 juillet 1988, 22 décembre 1989, 26 juin 1992 et 27 décembre 1993.

**Art. 30.** A titre transitoire, les accords de principe ou les dispenses d'accord de principe accordés en exécution de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juillet 1992, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 1996, restent valables jusqu'à leur échéance.

Les autorisations de fonctionnement provisoires et les agréments octroyés en vertu du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées tel que modifié restent valables jusqu'à leur date d'expiration sans préjudice d'un refus ou d'un retrait d'agrément avant cette date.

Toutefois, le Gouvernement est habilité à revoir le nombre de lits agréés en fonction du nombre de lits effectivement en service à la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

Il est également habilité à revoir le nombre de lits agréés en fonction du taux moyen d'occupation des lits au cours des trois années civiles précédant cette entrée en vigueur.

**Art. 31.** A titre transitoire, les agréments accordés aux services d'accueil de jour pour personnes âgées, en fonction de la date d'entrée en vigueur du présent décret sur la base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 avril 1991, restent valables jusqu'au 31 décembre 1998.

**Art. 32.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 5 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1251

[C - 97/27325]

**5 JUNI 1997.** — Decreet betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet. Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° rustoord : de inrichting voor de opvang van bejaarden van minimum zestig jaar die er op duurzame wijze verblijven en in aanmerking komen voor collectieve familiale en huishoudelijke diensten, voor hulpverlening in het dagelijkse leven en, indien nodig, voor verpleegkundige en paramedische zorg;

2° serviceflats : één of meer gebouwen, onder welke benaming dan ook, die een functioneel geheel vormen en individuele woningen bevatten waar bejaarden van minimum zestig jaar zelfstandig kunnen leven, en die verplicht moeten beschikken over diensten waarop de bejaarden een beroep kunnen doen; de gemeenschappelijke lokalen, uitrustingen en diensten van een serviceflat kunnen ook toegankelijk zijn voor andere bejaarden van minimum zestig jaar;

3° dagcentrum : het centrum dat deel uitmaakt van een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis of hiermee verbonden is, waar bejaarden van minimum zestig jaar, die niet meer helemaal autonoom kunnen leven, overdag worden opgevangen om er huishoudelijke en gezinsverzorging en, indien nodig, een therapeutische en sociale hulp te genieten;

4° bewoner : de in 1°, 2° en 3° bedoelde bejaarde, alsmede elke persoon van minder dan zestig jaar die in het rustoord, in de serviceflat of in het dagcentrum verblijft of die er uitzonderlijkwijs wordt opgevangen;

5° beheerder : de natuurlijke of rechtspersoon die een rustoord, een serviceflat of een dagcentrum voor bejaarden uitbaat;

6° directeur : de door de beheerder aangewezen natuurlijke persoon (personen) die belast is (zijn) met het dagelijkse beheer van het rustoord of de serviceflat;

7° vertegenwoordiger :

- de wettelijke of rechterlijke vertegenwoordiger van de bewoner;

- de door de bewoner aangewezen gemachtigde, met uitzondering van elke persoon die een activiteit in het rustoord uitoefent, er medebeheerder van is of onder het gezag van de beheerder staat. Deze beperking is niet van toepassing op bloed- en aanverwanten tot in de vierde graad;

- indien nodig of bij ontstentenis van de twee voornoemde vertegenwoordigers, een vertegenwoordiger van het bevoegde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van elke persoon die een activiteit in het rustoord uitoefent of er medebeheerder van is;

8° levensproject : het geheel van de acties en maatregelen die de sociale integratie van de bewoners zowel binnen als buiten het rustoord moeten waarborgen.

**Art. 3.** De Regering bepaalt de regels die de rustoorden, serviceflats en dagcentra in acht moeten nemen bij het geven van informatie over de aard van de verleende dienst en bij het verspreiden van hun publiciteit.

(1) *Zitting 1996-1997 :*

*Stukken van de Raad* nr. 213 (1996-1997) nrs. 1 à 30.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 29 mei 1997. Bespreking. — Stemming.

HOOFDSTUK II. — *Programming*

**Art. 4. § 1.** De Regering bepaalt het programma voor de vestiging en de capaciteit van de rustoorden en de dagcentra. De Regering kan dergelijk programma ook voor serviceflats vaststellen.

Zij actualiseert de programma's om de twee jaar.

Het programma houdt rekening met de geografische verspreiding van de inrichtingen, met het aantal bejaarden in het betrokken arrondissement en met hun specifieke behoeften, met de federale wetsbepalingen inzake de verzorgingsfinanciering in rustoorden; het programma beoogt een juiste verspreiding tussen de openbare inrichtingen, de privé-inrichtingen zonder winstoogmerk en die van de commerciële sector.

§ 2. Voor elk project betreffende de opening van een rustoord, serviceflat of dagcentrum, de uitbreiding of de heropening ervan na een stopgezette uitbating is het principiële akkoord van de Regering nodig. Wanneer de Regering om haar principiële akkoord wordt verzocht, gaat zij na of het project verenigbaar is met het in § 1 bedoelde programma.

De vervanging van de beheerder van een rustoord, serviceflat of dagcentrum wordt niet beschouwd als een onderbreking van de uitbating. Het principiële akkoord van de Regering wordt door de beheerder gevraagd. De Regering bepaalt de samenstelling van het dossier.

Het dossier bevat hoe dan ook een beschrijving van de demografische toestand van de betrokken gemeente en van het betrokken arrondissement, alsmede een beschrijving van de geplande infrastructuur en inrichtingen.

Het principiële akkoord van de Regering heeft geen uitwerking meer als de erkenning niet verleend wordt binnen een termijn van drie jaar.

De Regering bepaalt de wijze waarop de aanvragen ingediend moeten worden, de voorwaarden waaronder zij haar principiële akkoord geeft, alsmede de termijn waarbinnen zij haar beslissingen neemt.

Tegen de beslissingen inzake het principiële akkoord kan bij de Regering een beroep ingesteld worden. Het beroep moet op de door de Regering bepaalde wijze ingesteld worden.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning en voorlopige werkingsvergunning*

**Art. 5. § 1.** Rustoorden, serviceflats en dagcentra mogen niet zonder erkenning uitgebaat worden.

Ze mogen evenwel zonder erkenning uitgebaat worden als zij, na indiening van een aanvraag om erkenning, beschikken over een voorlopige werkingsvergunning.

§ 2. De Regering erkent de rustoorden die voldoen of, als aan bepaalde normen pas gedurende de werking kan worden voldaan, zich ertoe verbinden te voldoen aan de door haar bepaalde normen betreffende :

- 1° de door de huisvestings- en opvangprijs gedekte diensten;
- 2° de voorwaarden waaronder de huisvestings- of opvangprijs wordt aangepast;
- 3° de boekhouding;
- 4° de minimale en maximale huisvestings- of opvangcapaciteit;
- 5° het gebouw, meer bepaald de brandveiligheidsnormen, in zover ze een aanvulling en een aanpassing van de federale normen zijn;
- 6° de voeding, de hygiëne en de gezondheidszorg;
- 7° de volgende gegevens over de personen die werkzaam zijn in het rustoord : aantal, bevoegdheid, kwalificatie, aanwervingsvoorwaarden, effectieve aanwezigheid en moraliteit;
- 8° de ervarings- en kwalificatievereisten alsmede de minimale vereisten inzake activiteit en aanwezigheid om de functie van directeur uit te oefenen;
- 9° het huishoudelijk reglement, dat de volgende principes in acht neemt :
  - a) eerbied voor het privé-leven van de bewoners alsmede voor hun ideologische, filosofische en religieuze opvattingen;
  - b) de vrije keuze van de arts;
  - c) de vrije toegang tot het rustoord voor familie en vrienden, en voor de ministers van de verschillende erediensten en de leken-raadgevers die de bewoners of hun vertegenwoordiger hebben laten komen;
  - d) een maximale uitgangsvrijheid.

De Regering bepaalt de lijst van de minimale voorschriften van het huishoudelijk reglement.

Zij is bovendien bevoegd om de inhoud van de voorschriften nader te bepalen, die de bewoners een minimale bescherming waarborgt, overeenkomstig de principes die bedoeld worden onder de punten a, b, c en d van het vorige lid;

10° de huiveringsovereenkomst tussen de beheerder en de bewoner of zijn vertegenwoordiger, waarbij de volgende principes in acht worden genomen :

- a) de zekerheid van de bewoner omtrent de kwaliteit van de verleende diensten en van de huisvesting;
- b) de zekerheid van de bewoner omtrent de prijs van de huisvesting en van de verleende diensten, met name de dagelijkse of maandelijkse huisvestingsprijs, de door de prijs gedekte diensten, alsmede de voorwaarden voor de aanpassing ervan en eventueel het bedrag van de gedeponeerde waarborg en de bestemming ervan;
- c) de bescherming van de bewoner i.v.m. het in bewaring geven van de goederen, waarborgen en waarden die aan de beheerder worden toevertrouwd, alsmede de voorschriften voor het eventuele beheer ervan;
- d) de zekerheid van de bewoner omtrent de duur van de overeenkomst, de opzeggingsvoorwaarden en -termijnen ervan.



De Regering bepaalt de lijst van de minimale voorschriften die bij de overeenkomst moeten worden geregeld. Zij is bovendien bevoegd om de inhoud van de voorschriften nader te bepalen, die de bewoners een minimale zekerheid waarborgen, overeenkomstig de principes die bedoeld worden onder de punten *a*, *b*, *c* en *d* van het vorige lid. De Regering bepaalt eveneens de specifieke voorschriften voor het korte verblijf. Het korte verblijf mag niet langer duren dan zes maanden.

§ 3. De Regering bepaalt de specifieke normen voor de opvang en de huisvesting van gedesorïenteerde bejaarden in een rustoord.

§ 4. De Regering bepaalt de bijkomende erkenningsnormen waaraan moet worden voldaan door geografisch verspreide rustoorden die door dezelfde inrichtende macht en dezelfde directeur worden beheerd en om een eenmalige erkenning vragen.

Deze normen hebben betrekking op de maximale verwijdering van de rustoorden, de minimale en maximale capaciteit van elke inrichting en het personeel dat er tewerkgesteld is.

§ 5. De Regering erkent de serviceflats waarvan de individuele woningen minstens een woonkamer, een keuken, een slaapkamer, een badkamer en een privé-toilet bevatten. Deze ruimten moeten aangepast en gescheiden zijn. De minimale oppervlakten worden door de Regering vastgesteld. De serviceflats moeten bovendien voldoen of, als aan bepaalde normen pas gedurende de werking kan worden voldaan, zich ertoe verbinden te voldoen aan de door de Regering bepaalde normen betreffende de gegevens die bedoeld worden in § 2, 1° à 8°, alsmede :

1° het huishoudelijk reglement dat de in § 2, 9°, bedoelde principes in acht neemt, de lijst van de voorschriften en de eventuele nadere gegevens hierover die door de Regering bepaald worden;

2° de overeenkomst tussen de beheerder en de bewoner, waarbij de in § 2, 10°, bedoelde principes in acht worden genomen, de lijst van de voorschriften en de eventuele nadere gegevens hierover die door de Regering bepaald worden;

3° de wijze waarop een wachtdienst wordt verzekerd, om de bewoners zo nodig de gevraagde bijstand te kunnen verlenen;

4° de facultatieve diensten die de beheerder moet organiseren of ter beschikking stellen van de bewoners en de gebruiksvoorwaarden ervan. De Regering bepaalt de minimale inhoud van deze diensten;

5° de voorwaarden voor een functionele verbinding met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsmede elke andere dienst of inrichting.

§ 6. De Regering erkent de serviceflats die voldoen of, als aan bepaalde normen pas gedurende de werking kan worden voldaan, zich ertoe verbinden te voldoen aan de door de Regering bepaalde normen betreffende de gegevens die bedoeld worden in § 2, 1° à 7°, de voorwaarden voor een verbinding met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis, alsmede :

1° het huishoudelijk reglement dat de in § 2, 9°, bedoelde principes in acht neemt, de lijst van de voorschriften en de nadere gegevens hierover die door de Regering bepaald worden;

2° de opvangovereenkomst tussen de beheerder en de bewoner, waarbij de in § 2, 10°, bedoelde principes in acht worden genomen, de lijst van de voorschriften en de eventuele nadere gegevens hierover die door de Regering bepaald worden.

De Regering bepaalt, binnen de perken van de begrotingskredieten, de voorwaarden waaronder een dagelijkse forfaitaire toelage per opgevangen persoon wordt verleend als tegemoetkoming in de werkingskosten van de centra.

**Art. 6.** De aanvraag om erkenning wordt bij aangetekende brief door de beheerder aan de Regering gericht.

De Regering bepaalt de ontvankelijkheidsvoorwaarden, de samenstelling van het dossier en de procedure voor de aanvraag om erkenning.

De Regering verleent de erkenning voor een termijn van zes jaar of voor een onbepaalde termijn op voorstel van de door haar afgevaardigde ambtenaar.

De erkenning vermeldt het aantal erkende bedden per rustoord, het aantal woningen per serviceflat en het aantal erkende plaatsen per dagcentrum.

De Regering bepaalt de procedures voor de verlening, de vernieuwing, de schorsing en de intrekking van de erkenning alsmede de termijn waarbinnen de beslissingen genomen moeten worden.

De afgevaardigde ambtenaar behandelt het dossier en hoort de betrokkenen, indien nodig.

Tegen de beslissing tot weigering, schorsing, niet-vernieuwing of intrekking van de erkenning kan bij de Regering onder de door haar bepaalde voorwaarden een beroep ingesteld worden. Het beroep is niet schorsend.

De weigering, niet-vernieuwing of intrekking van de erkenning heeft de sluiting van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum tot gevolg.

De schorsing van de erkenning heeft als gevolg dat geen nieuwe bejaarden meer opgevangen mogen worden.

**Art. 7.** De Regering verleent, onder de voorwaarden en op de wijze die zij bepaalt, een voorlopige werkingsvergunning aan een rustoord, serviceflat of dagcentrum waarvan de ingediende aanvraag om erkenning of erkenningsvernieuwing ontvankelijk is. De voorwaarden betreffen o.a. de normen die de Regering heeft vastgesteld m.b.t. de huisvestings- en opvangcapaciteit, de brandbeveiliging, het aantal personeelsleden en hun effectieve aanwezigheid, de voeding, de hygiëne en de gezondheidszorg, het huishoudelijk reglement en de huisvestings- en opvangovereenkomst.

De voorlopige vergunning heeft een maximale geldigheidsduur van één jaar. Ze kan verlengd worden als veiligheidswerken het rechtvaardigen en als hun uitvoering gepland is.

De erkenning wordt verleend indien er na afloop van de vastgestelde termijn geen sprake is van erkenningsweigering of van intrekking van de voorlopige werkingsvergunning.

De aanvraag om erkenning die ingediend wordt volgens de voorgeschreven regels en waarvan het dossier aangelegd is zoals de Regering het heeft bepaald, wordt als ontvankelijk beschouwd.

**Art. 8.** Alle beslissingen i.v.m. de verlening van de erkenning of van de voorlopige werkingsvergunning, de weigering, schorsing, niet-vernieuwing of intrekking van de erkenning, de weigering of intrekking van de voorlopige werkingsvergunning worden door de Regering meegedeeld aan de burgemeester en aan de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, die de raad voor sociale bijstand daarvan op de hoogte brengt.

De burgemeester houdt een register van de rustoorden, serviceflats en dagcentra die gevestigd zijn op het grondgebied van zijn gemeente.

**Art. 9.** De erkenning of de voorlopige werkingsvergunning moeten vermeld worden in alle akten en stukken die uitgaan van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum.

De erkenning of de voorlopige werkingsvergunning moet bovendien duidelijk aangeplakt worden, zowel buiten als binnen de inrichting.

Alle beslissingen i.v.m. de verlening van de erkenning of van de voorlopige werkingsvergunning, de weigering, schorsing of intrekking van de erkenning, de weigering of intrekking van de voorlopige werkingsvergunning worden door de beheerder aan de bewoners of aan hun vertegenwoordigers meegedeeld.

**Art. 10.** De voorlopige werkingsvergunning wordt ingetrokken indien de erkenning wordt geweigerd of indien tijdens het onderzoek van de aanvraag om erkenning wordt vastgesteld dat de voorwaarden voor de verlening van de voorlopige werkingsvergunning of de krachtens dit decreet vastgestelde voorschriften niet in acht worden genomen.

Tegen de intrekking van de voorlopige werkingsvergunning kan bij de Regering onder de door haar bepaalde voorwaarden een beroep ingesteld worden. Het beroep is niet schorsend.

**Art. 11.** Naast haar beslissing tot weigering, niet-vernieuwing of intrekking van de erkenning kan de Regering de beheerder verbieden gedurende één jaar, met ingang van de datum van de beslissing, een aanvraag om principieel akkoord of om erkenning in te dienen met het oog op de uitbating van een rustoord, serviceflat of dagcentrum.

**Art. 12.** De rustoorden, serviceflats of dagcentra waarvan de beheerder vervangen wordt, behouden hun erkenning voor zover ze de erkenningsvoorwaarden blijven vervullen.

Elke verandering van beheerder moet uiterlijk binnen de maand, waarin het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum van beheerder verandert, aan de Regering meegedeeld worden.

**Art. 13.** De erkenning kan door de Regering ingetrokken worden als de bepalingen van dit decreet of de krachtens dit decreet vastgestelde voorschriften niet in acht worden genomen.

Als de beheerder van een rustoord, serviceflat of dagcentrum of de persoon die in zijn naam handelt, de ambtenaren beletten toezicht uit te oefenen, kan de erkenning geweigerd, geschorst of ingetrokken worden of de voorlopige werkingsvergunning geweigerd of ingetrokken worden.

De Regering neemt haar beslissing nadat de beheerder werd gehoord of verzocht zich vóór de afgevaardigde ambtenaar te verdedigen. Deze laatste maakt vervolgens proces-verbaal op.

#### HOOFDSTUK IV. — *Verhouding tussen de beheerder en de bewoners*

**Art. 14.** Het huishoudelijk reglement waarin de rechten en plichten van de bewoners en de beheerder zijn vastgesteld en waarbij de voorwaarden van artikel 5 in acht worden genomen, wordt vóór de handtekening van de huisvestings- of opvangovereenkomst of vóór de aankomst van de bejaarde in het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum aan deze laatste of aan zijn vertegenwoordiger overhandigd.

**Art. 15.** De bewoner of zijn vertegenwoordiger krijgen één exemplaar van de overeenkomst die zij gesloten hebben met de beheerder van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum.

Een tweede exemplaar wordt bij het in artikel 16 bedoelde persoonlijke dossier gevoegd.

**Art. 16.** Voor elke opgevangen bejaarde wordt een persoonlijk dossier aangelegd. Het moet voortdurend bijgehouden worden op basis van de verstrekte gegevens en toegankelijk zijn voor de bewoner, zijn vertegenwoordiger en de met het toezicht belaste ambtenaren, zelfs bij afwezigheid van de beheerder of zijn vertegenwoordiger en van de directeur.

Het persoonlijke dossier vermeldt de personalia van de bewoner en zijn vertegenwoordiger, evenals de naam en het adres van de personen en diensten die de beheerder eventueel moet raadplegen.

De Regering bepaalt de lijst van de minimale gegevens die in het persoonlijke dossier moeten voorkomen.

**Art. 17.** Elk rustoord organiseert recreatieactiviteiten en keurt een levensproject goed dat voldoet aan de behoeften van de bewoners om hen een optimaal welzijn te waarborgen en hun autonomie te handhaven.

**Art. 18.** Op schriftelijk verzoek van vier bewoners of van hun vertegenwoordigers wordt een bewonersraad opgericht. Deze raad geeft adviezen over de dienstenorganisatie en over de recreatieactiviteiten binnen het rustoord.

#### HOOFDSTUK V. — *Controle op de rustoorden, serviceflats en dagcentra*

**Art. 19.** Elke belanghebbende kan zich schriftelijk of mondeling bij de burgemeester beklagen over de werking van zijn rustoord, serviceflat of dagcentrum.

Elke klacht moet het voorwerp zijn van een binnen acht dagen toe te zenden ontvangbewijs.

Onverminderd de bepalingen van artikel 29 van boek I van het Wetboek van strafvordering verwittigt de burgemeester :

1° de Regering;

2° de beheerder van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum.

Wanneer een verzoening mogelijk blijkt, kan de burgemeester een minnelijke schikking zoeken en aanbevelingen geven die volgens hem kunnen bijdragen tot een oplossing van de werkingsproblemen.

De burgemeester of de door hem gemachtigde ambtenaar mag het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum bezoeken.

Als het gaat om een bezoek van lokalen die als woonplaats dienen, waarvoor het akkoord van de bewoner ontbreekt, dan eist hij de toestemming van de rechter van de politierechtbank of van zijn plaatsvervanger.

De burgemeester bezorgt de Regering een rapport over de inlichtingen die hij heeft kunnen inwinnen.

De beheerder van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum licht de burgemeester en de Regering onmiddellijk in over het gevolg dat aan de klacht wordt gegeven.

De Regering licht de klagende partij en de beheerder in over het gevolg dat aan de klacht wordt gegeven.

**Art. 20.** Ten einde de bescherming van de bejaarden te waarborgen, moeten de door de Regering aangewezen ambtenaren toezien op de naleving van de bij of krachtens dit decreet bepaalde regels alsmede van de door de federale overheid bepaalde regels.

Deze ambtenaren zijn bekleed met het ambt van politieofficier van de procureur des Konings.

Ze zijn gehouden de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed vóór de vrederechter van hun woonplaats af te leggen.

Bij het vervullen van hun opdracht kunnen ze :

1° alle controles en onderzoeken verrichten en alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten, met name :

- a) elke persoon ondervragen over elk gegeven dat nuttig is voor het toezicht;
- b) elk nuttig document voor de uitoefening van hun opdracht opzoeken of het zich laten bezorgen, er een afschrift van maken of het tegen ontvangstbewijs meenemen;

2° processen-verbaal van bevinding opmaken, die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen. Een afschrift daarvan wordt binnen veertien dagen na de vaststelling van de feiten ter kennis gebracht van de beheerders en van de auteur van de feiten.

Als het gaat om een bezoek van lokalen die als woonplaats dienen, waarvoor het akkoord van de bewoner ontbreekt, kunnen bovengenoemde ambtenaren die lokalen alleen met een vergunning van de rechter van de politierechtbank of van zijn plaatsvervanger betreden, behalve in spoedgevallen, wanneer de in gevaar verkerende bejaarde dringend hulp behoeft.

De afgevaardigde ambtenaar kan een termijn vaststellen waarbinnen de overtreder orde op zaken moet stellen; die termijn kan slechts één keer verlengd worden. Hij stelt de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gevestigd is, hiervan in kennis.

**Art. 21.** § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 269 à 281 van het Strafwetboek worden een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van 500 tot 1000 BEF of één van die straffen opgelegd aan de beheerder van een rustoord, serviceflat of dagcentrum die :

- niet over een erkenning of een voorlopige werkingsvergunning beschikt;
- een beslissing tot erkenningsweigering of -intrekking of een beslissing tot sluiting in de wind slaat;
- ondanks een beslissing tot schorsing nieuwe bewoners heeft opgevangen;
- de erkenningsvoorwaarden kennelijk niet heeft vervuld en de bescherming, de veiligheid of de gezondheid van de bejaarden daardoor in gevaar brengt;
- ten onrechte gewag maakt van de erkenning of van de voorlopige werkingsvergunning.

§ 2. De hoven en de rechtbanken kunnen de veroordeelde verbieden, hetzij persoonlijk, hetzij via een tussenpersoon, een rustoord te beheren. Het verbod mag niet langer duren dan tien jaar.

§ 3. Onverminderd de toepassing van de bij het Strafwetboek bepaalde straffen worden een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 26 tot 2000 BEF of één van die straffen opgelegd :

1° aan degene die, terwijl hij een activiteit of een mandaat uitoefent in een rustoord, serviceflat of dagcentrum of in een vennootschap, dienst of instelling die een rustoord, serviceflat of dagcentrum beheren, rechtstreeks of onrechtstreeks :

- de rekeningen van de bewoners op een niet-geïndividualiseerde wijze beheert;
- door list, geweld, dreiging, met valse beloften of door te profiteren van de zwakke gezondheid of van de ziekte van de bejaarde, zich zijn goederen laat bezorgen in een rustoord, serviceflat of dagcentrum;
- de fondsen of goederen van de bewoners beheert zonder inachtneming van de voorschriften die eventueel bepaald zijn bij de in artikel 5 van dit decreet bedoelde overeenkomst;

2° degene die als voorwaarde voor de opvang of het verblijf in een rustoord, serviceflat of dagcentrum de betaling van een andere borg of waarborg oplegt dan die door de Regering toegelaten is.

**Art. 22.** De Regering kan beslissen een rustoord, serviceflat of dagcentrum onmiddellijk te sluiten volgens de door haar bepaalde procedure wanneer :

- 1° een ernstige overtreding van de bij of krachtens dit decreet bepaalde regels wordt vastgesteld, die een aanzienlijke schending van de rechten van de bewoners tot gevolg heeft;
- 2° de inrichtingen zonder erkenning of voorlopige werkingsvergunning werken;
- 3° dringende volksgezondheids- of veiligheidsredenen het rechtvaardigen.

In het laatste geval is de sluiting slechts tijdelijk.

De Regering bepaalt de regels volgens dewelke een beroep kan worden ingesteld tegen de beslissing tot sluiting. Het beroep is niet schorsend.

**Art. 23.** De burgemeester is belast met de uitvoering van de beslissingen tot sluiting van de rustoorden, serviceflats en dagcentra.

Met het oog hierop zorgt hij ervoor dat alle nuttige maatregelen genomen worden.

Daartoe kan hij de bewoners laten evacueren en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verzoeken om ze zo spoedig mogelijk op te vangen en te huisvesten.

#### HOOFDSTUK VI. — "Conseil wallon du troisième âge"

**Art. 24.** § 1. Er wordt een "Conseil wallon du troisième âge" opgericht, hierna "de Raad" genoemd.

De Regering raadpleegt de Raad vooraleer de volgende beslissingen te nemen :

1° het in artikel 4 bedoelde programma van de rustoorden, serviceflats, dagcentra en van de nieuwe infrastructuur ten gunste van de bejaarden en de aanpassing ervan;

2° de uitvoeringsbesluiten en de algemene bepalingen voor de toepassing van dit decreet;

3° de weigeringen, de erkenningschorsingen en -intrekkingen, de beslissingen tot sluiting, behalve de in artikel 22 bedoelde beslissingen;

4° de principiële akkoorden.

Op eigen initiatief of op verzoek van de Regering geeft de Raad advies over :

1° de lijnen van een gewestelijk beleid voor de derde leeftijd en de praktische voorschriften om dat beleid te voeren;

2° de studie- en evaluatieprogramma's van de gewestelijke diensten, die nieuwe activiteiten voor bejaarden moeten helpen ontwikkelen;

3° de globale opvolging van de klachten over de rustoorden, serviceflats en dagcentra. In dat verband maakt de Raad uiterlijk vóór 31 maart van het volgende jaar een rapport op i.v.m. de klachten.

De Regering of de Minister van Sociale Actie kunnen de Raad ook verzoeken om advies over de beslissingsvoorstellen i.v.m. een aanvraag om erkenning of om voorlopige vergunning alsmede i.v.m. een aanvraag om intrekking van de voorlopige vergunning van een rustoord, serviceflat of dagcentrum.

De Raad wordt ingelicht over de dossiers betreffende de voorlopige werkingsvergunning, de erkenning, de vernieuwing van de erkenning en de verlenging of de intrekking van de voorlopige werkingsvergunning. Hij kan deze dossiers ter sprake brengen.

§ 2. De Raad geeft zijn adviezen binnen een termijn van twee maanden, behalve in de in het vierde lid van § 1 van dit artikel bedoelde gevallen waarin hij zijn adviezen binnen een termijn van één maand geeft. Bij gebreke ervan wordt de procedure voortgezet.

Om zijn opdrachten te vervullen kan de Raad commissies instellen die hem verslag moeten uitbrengen over de verschillende aangelegenheden die tot zijn bevoegdheden behoren, en een beroep doen op deskundigen.

**Art. 25.** § 1. De Raad is samengesteld uit :

1° een voorzitter;

2° twintig leden onder wie twee ondervoorzitters, met de volgende onderverdeling :

a) zes leden gekozen voor hun kennis van het beleid van de derde leeftijd of voor hun sociale, medische of culturele inzet ten gunste van de bejaarden. Eén lid vertegenwoordigt een vereniging die de belangen van de bewoners verdedigt en twee leden vertegenwoordigen de representatieve werknemersorganisaties in deze sector, met uitzondering van de beheerder of de directeur van een rustoord, serviceflat of dagcentrum;

b) vijf leden gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de representatieve bejaardenorganisaties;

c) drie leden gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de ziekenfondsen;

d) drie vertegenwoordigers van de beheerders van rustoorden, serviceflats en dagcentra en drie vertegenwoordigers van de directeuren ervan, gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de representatieve beheerdersorganisaties, of van de directeuren van de rustoorden.

§ 2. De volgende personen wonen de vergaderingen van de Raad bij met raadgevende stem :

1° twee vertegenwoordigers van de Regering;

2° één vertegenwoordiger van het bestuur.

§ 3. De voorzitter, de ondervoorzitters en de leden van de Raad die bedoeld worden in § 1, 1° en 2°, worden voor een hernieuwbare termijn van vier jaar door de Regering benoemd.

Voor elk gewoon lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen.

De gewone of plaatsvervangende leden die niet langer gemachtigd zijn van de vereniging die ze heeft voorgedragen, worden op verzoek van die vereniging automatisch vervangen voor de resterende duur van het mandaat.

**Art. 26.** § 1. Binnen de Raad wordt een bureau opgericht dat belast is met de organisatie, de voorbereiding, de uitvoering en de coördinatie van de werken en met de opdrachten die de Raad hem toevertrouwt.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de Raad voor en zorgt ervoor dat de door de Raad goedgekeurde voorstellen en adviezen onmiddellijk aan de Regering worden gericht.

§ 2. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter, de twee ondervoorzitters en twee leden die de Regering aanwijst. De vertegenwoordigers van de Regering wonen de bureauvergaderingen bij met raadgevende stem.

§ 3. De Regering zorgt voor de organisatie van het secretariaat van de Raad en van het bureau.

**Art. 27.** De Regering stelt het huishoudelijk reglement vast op voorstel van de Raad.

**Art. 28.** De Raad bezorgt de Waalse Gewestraad en de Regering jaarlijks vóór 31 maart een verslag over zijn activiteiten van het afgelopen kalenderjaar.

#### HOOFDSTUK VII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 29.** Opgeheven worden :

1° het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 2 december 1982 in verband met de oprichting van een Raad van Advies voor de derde leeftijd van de Franse Gemeenschap;

2° het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 in verband met de rustoorden voor bejaarden, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 1985, 20 juli 1988, 22 december 1989, 26 juni 1992 en 27 december 1993.

**Art. 30.** Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de principiële akkoorden of de vrijstellingen van principieel akkoord die gegeven werden krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juli 1992, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 1996, geldig tot hun vervaldag.

De voorlopige werkingsvergunningen en de erkenningen die verleend werden krachtens het decreet van 10 mei 1984 in verband met de rustoorden voor bejaarden, zoals gewijzigd, blijven geldig tot hun vervaldag, onverminderd een weigering of een intrekking van de erkenning vóór deze datum.

Bovendien is de Regering bevoegd om het aantal erkende bedden te herzien op grond van het aantal bedden die werkelijk gebruikt worden op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Zij is tevens bevoegd om het aantal erkende bedden te herzien op grond van het gemiddelde bezettingspercentage van de bedden gedurende de drie kalenderjaren vóór deze inwerkingtreding.

**Art. 31.** De dagcentra voor bejaarden, die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet werkzaam zijn krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap, behouden hun erkenning bij wijze van overgangsmaatregel tot 31 december 1998.

**Art. 32.** De Regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 juni 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTERIE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 1252

[C - 31380]

#### 5 JUNI 1997. — Ordonnance relative aux permis d'environnement (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE Ier. - Définitions et généralités

##### Article 1<sup>er</sup>

##### Habilitation constitutionnelle

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

##### Article 2

##### Objectifs

La présente ordonnance tend à assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'une installation ou une activité est susceptible de causer, directement ou indirectement à l'environnement, à la santé ou à la sécurité de la population, en ce compris de toute personne se trouvant à l'intérieur de l'enceinte d'une installation sans pouvoir y être protégée en qualité de travailleur.

##### Article 3

##### Définitions

Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° installation : toute installation exploitée par une personne physique ou morale, publique ou privée dont l'activité est classée;

2° installation temporaire : toute installation dont la durée d'exploitation n'excède pas :

a) trois ans, s'il s'agit d'une installation nécessaire à un chantier de construction;

b) trois mois, dans les autres cas;

et dont les dangers, nuisances ou inconvénients sont limités à la durée du permis;

(1) *Session ordinaire 1996-1997 :*

*Documents du Conseil.* — A-138/1 : Projet d'ordonnance. — A-138/2 : Rapport. — A-138/3 : Amendements après rapport.

*Compte rendu intégral.* — Discussion : séances des 29 et 30 mai 1997. — Adoption : séance du 30 mai 1997.

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 1252

[C - 31238]

#### 5 JUNI 1997. — Ordonnantie betreffende de milieuvergunningen (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### TITEL I. - Definities en algemene bepalingen

##### Artikel 1

##### Grondwettelijke machtiging

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

##### Artikel 2

##### Doelstellingen

Deze ordonnantie wil de bescherming waarborgen tegen elke vorm van gevaar, hinder of ongemak die een inrichting of een activiteit, rechtstreeks of indirect, zou kunnen veroorzaken ten opzichte van het leefmilieu, de gezondheid en de veiligheid van de bevolking, met inbegrip van elke persoon die zich binnen de ruimte van de inrichting bevindt, zonder er als werknemer beschermd te kunnen zijn.

##### Artikel 3

##### Definities

Voor de toepassing van deze ordonnantie, verstaat men onder :

1° inrichting : elke inrichting die door een natuurlijke persoon of door een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon wordt uitgebaat en waarvan de activiteit in een klasse is ondergebracht;

2° tijdelijke inrichting : elke inrichting die niet langer uitgebaat wordt dan :

a) drie jaar, wanneer het gaat over een inrichting die nodig is voor een bouwterrein;

b) drie maanden in de andere gevallen;

en waarvan de gevaren, de hinder of de nadelen beperkt zijn tot de duur van de vergunning;

(1) *Gewone zitting 1996-1997 :*

*Documenten van de Raad.* — A-138/1 : Ontwerp van ordonnantie. — A-138/2 : Verslag. — A-138/3 : Amendementen na verslag.

*Volledig verslag.* — Bespreking : vergaderingen van 29 en 30 mei 1997. — Aanneming : vergadering van 30 mei 1997.